

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome III : ETAM

(5^e édition. – Septembre 2005)

AVENANT DU 12 DÉCEMBRE 2005

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES AU 1^{ER} JANVIER 2006
(CHAMPAGNE-ARDENNE)**

NOR : *ASET0650573M*

IDCC : 403

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Champagne-Ardenne, groupant les entreprises de travaux publics de Champagne-Ardenne, adhérentes :

- au syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- aux canalisateurs de France ;
- au syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics de Champagne-Ardenne ;
- au syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- au syndicat des voies ferrées ;
- à l'union des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE),

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit, en application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention nationale des ETAM des travaux publics du 21 juillet 1965 :

Article 1^{er}

La rémunération annuelle minimale des ETAM dans les entreprises de travaux publics pour l'année 2006 est fixée comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL ANNUEL (base 35 heures)
A	15 600
B	16 200
C	17 850
D	19 780
E	21 470
F	24 140
G	27 000
H	28 950

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Le barème, établi sur la base des 35 heures, n'inclut pas les heures supplémentaires (principales et majorations) et s'applique à toutes les entreprises de travaux publics.

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2006 à compter du 1^{er} janvier.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des 4 départements de la région Champagne-Ardenne ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)